

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA NOTE DU GOUVERNEMENT DE L'INDE QUANT AU
RÈGLEMENT DE LA CRISE PAKISTANAISE
ET À L'ENVOI DE SECOURS

M. Andrew Brewin (Greenwood): Puis-je poser une question au premier ministre? A-t-il reçu du premier ministre de l'Inde, M^{me} Gandhi, une communication lui demandant d'intervenir personnellement auprès du gouvernement du Pakistan pour favoriser un règlement politique et, si possible, organiser des secours massifs et coordonnés au Pakistan oriental et au Bengale occidental?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu récemment de communication à ce sujet.

M. Brewin: Monsieur l'Orateur, si le premier ministre ne reçoit pas de semblable communication, consentirait-il, bien entendu avec l'acquiescement du gouvernement du Pakistan...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député admettra que la question posée est hypothétique. Je ne pense pas que, en ces termes, elle soit recevable.

* * *

L'INDUSTRIE

LA CHEMCELL LIMITED—LA POSSIBILITÉ DE CONTINUER
L'EXPLOITATION DE L'USINE DE MONTMAGNY

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Possède-t-il de nouveaux renseignements à l'égard de la fermeture prochaine de la Chemcell, de Montmagny? Y a-t-il quelque possibilité de maintenir cette usine en exploitation?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur le président, il n'y a rien de nouveau au sujet du maintien de cette usine en exploitation. Le seul développement intéressant, c'est le fait que la Commission du textile et du vêtement a accepté que les employés de cette usine soient admissibles aux avantages sociaux prévus dans la législation sur les produits textiles, que mon honorable ami connaît, je crois.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre est-il au courant du fait que le gouvernement provincial fait actuellement, je crois, des propositions visant à faire affecter cette usine à un nouveau genre de production. Le ministre est-il présentement en communication avec les autorités provinciales du Québec à cette fin?

L'hon. M. Pepin: Pas personnellement, monsieur l'Orateur, mais il se peut que mes fonctionnaires le soient. Je vais vérifier, et je ferai évidemment tout ce qui est possible pour coopérer à cette fin.

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE CAS DES HOUILLEURS ORIGINAIRES DE SPRINGHILL
ÉTABLIS EN PENNSYLVANIE

[Traduction]

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Ma question s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Le ministre est-il au courant des graves problèmes qui se posent pour un groupe de Canadiens, autrefois de Springhill, qui y ont été employés dans une houillère de Pennsylvanie où ils travaillent depuis un an et qui viennent d'apprendre par le Service d'immigration et de naturalisation des États-Unis qu'ils devront quitter ce pays d'ici le 30 juin?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je prends note de la question au nom du ministre, monsieur l'Orateur. Je n'ai pas été averti personnellement de la chose.

M. Coates: Si j'envoie des copies de la correspondance que j'ai en main, le premier ministre aura-t-il l'obligance de la faire parvenir au secrétariat aux Affaires extérieures pour voir comment on pourrait aider ces gens?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'AFFECTATION DU CHAMP DE MANŒUVRE DE MEAFORD
À L'ENTRAÎNEMENT DE TROUPES DE L'OTAN—LA
QUESTION DES PROPRIÉTÉS EXCÉDENTAIRES

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, une question pour le ministre de la Défense nationale. Le champ d'exercice Meaford est-il une des régions auxquelles songeait le ministre lorsqu'il a offert d'assurer des installations d'entraînement pour la milice de l'OTAN au Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur.

M. Noble: Une question supplémentaire. Le gouvernement songe-t-il à transférer des propriétés de la défense au Canada à la Corporation des biens de guerre?

L'hon. M. Macdonald: Monsieur l'Orateur, il y a beaucoup de biens, meubles et immeubles, que l'on déclare excédentaires à un moment donné et que l'on transfère. Il est bien difficile de répondre à la question d'une façon générale.

L'INVENTAIRE DES ÉQUIPEMENTS INUTILISÉS—
LES PROJETS DE LIQUIDATION

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): J'aimerais poser une question supplémentaire. Le ministre de la Défense nationale ou son collègue ont-ils dressé l'inventaire complet de tous les équipements inutilisés et pourraient-ils nous faire une déclaration indiquant les équipements qui seront mis en vente et de quelle façon ils le seront pour épargner des deniers publics?